ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au Développement, le 28 février 1977, d'une demande d'avis sur un projet de loi "concernant le recouvrement dans la Communauté économique européenne, des créances résultant d'opérations faisant partie du système de financement du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, ainsi que de prélèvements agricoles et de droits de douane", a donné le 19 avril 1977 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 28e februari 1977 door de Minister van Buitenlandse Zaken en van Ontwikkelingssamenwerking verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de invordering van schuldvorderingen in de Europese Economische Gemeenschap, die voortvloeien uit verrichtingen, die deel uitmaken van het financieringsstelsel van het Europees Orientatie- en Garantiefonds voor de landbouw, alsmede van landbouwheffingen en douanerechten", heeft de 19e april 1977 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

Il est proposé de rédiger l'intitulé comme suit :

"Projet de loi concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement dans la Communauté économique européenne, des créances résultant d'opérations faisant partie du système de financement du fonds européen d'orientation et de garantie agricole, ainsi que de prélèvements agricoles et de droits de douane".

*

EXAMEN DES ARTICLES.

Il serait opportun de faire des articles 1er et 2 un chapitre I qui serait intitulé "Champ d'application et définitions", les chapitres suivants devenant respectivement les chapitres II et III. Il est inutile de grouper les articles 20 à 22 dans un chapitre distinct.

*

Article 1er.

Le début du premier alinéa devrait être rédigé comme suit :

"La présente loi fixe les droits et les obligations des autorités belges requérantes et des autorités

.../...

belges requises ... (la suite comme au projet)".

La seconde phrase du troisième alinéa devrait faire l'objet d'un alinéa séparé.

Article 2.

Le b) serait plus clairement rédigé comme suit :

"b) aux prélèvements agricoles, au sens de l'article 2. a) de la décision 70/243 du Conseil des Communautés européennes du 21 avril 1970 relative au remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux Communautés, et de l'article 128 a) de l'acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités, annexé au Traité relatif à l'adhésion du Royaume de Danemark, de l'Irlande, du Royaume Uni de Grande Bretagne et de l'Irlande du Nord approuvés par la loi du 11 décembre 1972".

Article 6.

Cet article doit être divisé en §§ 1er, 2, 3 ... et non en chiffres 1, 2, 3 ... .

.../...

Article 7.

La rédaction suivante est proposée pour le premier alinéa :

"La demande de mesures conservatoires fondée sur un titre exécutoire doit être motivée et comprendre les annexes et renseignements prévus aux §§ 1er et 3 de l'article 6".

Article 9.

Pour assurer la concordance entre le projet de loi et la directive, et notamment son article 18, deuxième alinéa, l'article 9 du projet devrait être rédigé comme suit :

"Article 9.-

L'Etat belge demeure responsable, à l'égard de l'Etat membre où l'autorité requise a son siège, des conséquences pécuniaires d'actions reconnues non justifiées quant à la réalité de la créance ou à la validité du titre émis par l'autorité requérante".

Article 10.

La deuxième phrase du premier alinéa serait plus claire, si elle adoptait le schéma suivant :

.../...

"Toutefois, elle n'est pas tenue de les donner:

a) si elle n'est pas en mesure d'obtenir ces renseignements ...;

b) si ces renseignements peuvent révéler ...;

c) si la communication de ces renseignements ... ".

Article 11.

Selon les renseignements fournis par le fonctionnaire délégué, par le terme "notifications" il faut entendre non seulement les notifications mais également les significations prévues à l'article 32 du Code judiciaire.

L'article 11 devrait être précisé en ce sens.

Au second alinéa, le mot "transmis" devrait être remplacé par le mot "notifié" ou, éventuellement, par les mots "notifié ou signifié".

Article 12.

Le premier membre de phrase devrait être rédigé comme suit :

"L'autorité requise procède aux recouvrements demandés par l'autorité demanderesse après décision du juge qui vérifie si les conditions prévues aux articles 6 à 8 sont remplies et si le titre est exécutoire dans le pays où l'autorité demanderesse a son siège".

.../...

Le second membre de phrase doit faire l'objet d'un alinéa distinct.

Article 13.

Le premier alinéa de cet article trouverait mieux sa place à l'article 12 où il ferait l'objet d'un troisième alinéa qui serait rédigé comme suit :

"Le titre produit est homologué, reconnu, complété ou remplacé par un jugement permettant son exécution dans le Royaume".

Le second alinéa est non seulement en contradiction avec l'article 12 mais, pour le surplus, il est superflu.

Article 14.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 14.-

Sauf dans les cas où la loi l'interdit, l'autorité requise peut, après avoir consulté l'autorité demanderesse accorder des délais pour le paiement.

Les intérêts de retard sont calculés aux taux prévus par la loi belge en matière civile. Ils sont dûs à l'Etat de l'autorité demanderesse".

.../...

Article 16.

La présentation de l'article 16 serait plus claire si les paragraphes 1er, 2 et 4 étaient réunis en un paragraphe, les dispositions du paragraphe 3 constituant un paragraphe 2.

Au surplus, le paragraphe 2 du projet, devenant l'alinéa 2 du paragraphe 1er devrait être rédigé comme suit :

"La notification par l'autorité demanderesse ou par l'intéressé à l'autorité requise, de l'introduction de l'action visée à l'alinéa 1er, suspend la procédure d'exécution".

Le paragraphe 4 du projet, devenant le troisième alinéa du paragraphe 1er devrait être rédigé comme suit :

"La décision étrangère favorable à l'autorité requérante et permettant le recouvrement dans le pays de cette autorité, constitue le titre, permettant la demande d'exécution et de recouvrement en Belgique".

Article 17.

De l'accord du fonctionnaire compétent, cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 17.-

L'autorité belge requise, recevant une demande conforme aux conditions prévues aux articles 7, 8 et 12 13, 16 et 18 requiert le tribunal de prendre les mesures

.../...

conservatoires pour garantir le recouvrement de la créance, conformément aux dispositions du code judiciaire".

Article 18.

Au premier alinéa, b), les mots "l'autorité compétente" doivent être remplacés par "l'autorité requérante".

Au second alinéa, il y a lieu d'insérer les mots "des communautés européennes" après les mots "la Commission".

Dans la seconde phrase de cet alinéa, les mots "visé au premier alinéa" peuvent être supprimés.

Article 19.

De l'accord du fonctionnaire compétent, cet article peut être supprimé.

Article 20.

Le paragraphe 1. devrait être rédigé comme suit :

.../...

"Les dispositions relatives à la prescription en matière civile ou fiscale applicables sont celles qui sont en vigueur dans l'Etat où l'autorité requérante a son siège".

Article 22.

Au début de cet article, il y a lieu de lire "Les frais irrecouvrables ..."; le fonctionnaire délégué a signalé que le mot "irrecouvrables" a été omis à la suite d'une erreur matérielle.

Par ailleurs il y a lieu d'insérer le mot "belge" après "autorité".

OPSCHRIFT.

Voorgesteld wordt het opschrift als volgt te redigeren :

"Ontwerp van wet betreffende de wederzijdse bijstand inzake invordering van schuldvorderingen in de Europese Economische Gemeenschap, die voortvloeien uit verrichtingen die deel uitmaken van het financieringsstelsel van het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw, alsmede van landbouwheffingen en douanerechten".

*

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Het zou dienstig zijn de artikelen 1 en 2 onder te brengen in een hoofdstuk I "Toepassingsgebied en begripsomschrijvingen" en van de volgende hoofdstukken onderscheidenlijk de hoofdstukken II en III te maken. Het is onnodig aan de artikelen 20 tot 22 een afzonderlijk hoofdstuk te wijden.

*

Artikel 1.

Het eerste lid zou als volgt moeten beginnen :

"Deze wet bepaalt de rechten en de verplichtingen van de verzoekende Belgische autoriteiten en van

.../...

de aangezochte Belgische autoriteiten met betrekking tot ... (voorts zoals in het ontwerp)".

De tweede volzin van het derde lid zou een afzonderlijk lid moeten vormen.

Artikel 2.

De tekst onder b) kan duidelijker als volgt worden geredigeerd :

"b) landbouwheffingen in de zin van artikel 2. a) van Besluit 70/243 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 april 1970 betreffende de vervanging van de financiële bijdragen van de Lid-Staten door eigen middelen van de Gemeenschappen, en van artikel 128 a) van de akte betreffende de toetredingsvoorwaarden en de aanpassing der Verdragen, gevoegd bij het Verdrag betreffende de toetreding van het Koninkrijk Denemarken, Ierland en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, goedgekeurd bij de wet van 11 december 1972".

Artikel 6.

Dit artikel moet worden onderverdeeld in §§ 1, 2, 3 ... en niet in cijfers 1, 2, 3 ... .

.../...

Artikel 7.

Voorgesteld wordt het eerste lid als volgt te redigeren :

"Het verzoek tot het nemen van conservatoire maatregelen dat gegrond is op een executoriale titel, moet met redenen omkleed zijn en de bijlagen en inlichtingen bevatten die bedoeld zijn in de §§ 1 en 3 van artikel 6".

Artikel 9.

Ter wille van de overeenstemming tussen het wetsontwerp en de richtlijn, inzonderheid artikel 18, tweede lid, daarvan, redigere men artikel 9 van het ontwerp als volgt :

"Artikel 9.-

De Belgische Staat blijft ten opzichte van de Lid-Staat waar de aangezochte autoriteit is gevestigd, verantwoordelijk voor de geldelijke gevolgen van eisen die als niet gerechtvaardigd zijn erkend, voor wat betreft de gegrondheid van de schuldvordering of de geldigheid van de door de verzoekende autoriteit afgegeven titel".

Artikel 10.

De tweede volzin van het eerste lid zou duidelijker zijn indien het volgende schema werd gevolgd :

.../...

"Zij is echter niet gehouden ze te verstrekken :

a) wanneer zij die inlichtingen niet kan verkrijgen voor ...;

b) wanneer die inlichtingen een ... kunnen onthullen;

c) wanneer mededeling van die inlichtingen een aantasting zou kunnen vormen van de veiligheid of de openbare orde".

Artikel 11.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, moeten onder "notificaties" niet alleen worden verstaan de kennisgevingen maar ook de betekeningen bedoeld in artikel 32 van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 11 zou in die zin moeten worden gepreciseerd.

In het tweede lid zou het woord "toegezonden" moeten worden vervangen door "genotificeerd", of zouden de woorden "waarop de beslissing of de akte aan de geadresseerde is toegezonden" moeten worden vervangen door de woorden "waarop van de beslissing of van de akte aan de geadresseerde kennis is gegeven of waarop ze hem betekend is".

Artikel 12.

Het eerste zinsdeel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De aangezochte autoriteit verricht de door de vragende autoriteit gevraagde invorderingen na beslissing van de rechter, die nagaat of de in de artikelen 6 tot 8 bepaalde

.../...

voorwaarden vervuld zijn en of de titel uitvoerbaar is in het land waar de vragende autoriteit gevestigd is".

Het tweede zinsdeel moet een afzonderlijk lid vormen.

Artikel 13.

Het eerste lid van dit artikel zou beter in artikel 12 staan waar het, als derde lid, als volgt zou kunnen worden gelezen :

"De overgelegde titel wordt bekrachtigd, erkend, aangevuld of vervangen bij een vonnis dat hem in België uitvoerbaar maakt.

Het tweede lid is niet alleen in tegenspraak met artikel 12, maar is ook overbodig.

Artikel 14.

Dit artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 14.-

Behoudens in de gevallen waarin de wet het verbiedt, kan de aangezochte overheid, na raadpleging van de vragende overheid, uitstel van betaling verlenen.

De nalatigheidsinteresten worden berekend zoals door de Belgische wet in burgerlijke zaken is bepaald. Zij zijn verschuldigd aan de Staat waar de vragende autoriteit gevestigd is".

.../...

Artikel 16.

Artikel 16 zou overzichtelijker worden als de §§ 1, 2 en 4 tot één paragraaf werden samengevoegd en de bepalingen van § 3 een § 2 zouden vormen.

Bovendien zou § 2 van het ontwerp, die dan het tweede lid van § 1 wordt, als volgt moeten worden gelezen :

"De notificatie, door de vragende autoriteit of door de belanghebbende aan de aangezochte autoriteit, van het instellen van de in het eerste lid bedoelde rechtsvordering schorst de executieprocedure".

Paragraaf 4 van het ontwerp, die het derde lid van § 1 zou worden, leze men als volgt :

"De vreemde beslissing die voor de verzoekende autoriteit gunstig is en de invordering in het land van die autoriteit mogelijk maakt, vormt de titel die het mogelijk maakt de executie en de invordering in België te vragen".

Artikel 17.

In overleg met de bevoegde ambtenaar wordt voorgesteld dit artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 17.-

De aangezochte Belgische overheid die een vraag ontvangt welke voldoet aan de voorwaarden van de artikelen 7, 8, 12, 13, 16 en 18, verzoekt de rechtbank conservatoire maatregelen te nemen om de invordering van de schuldvordering

.../...

te waarborgen, overeenkomstig de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek".

Artikel 18.

In het eerste lid b), moeten de woorden "de bevoegde autoriteit" worden vervangen door "de verzoekende autoriteit".

In het tweede lid moeten de woorden "van de Europese Gemeenschappen" worden ingevoegd na "de Commissie".

In de tweede volzin van hetzelfde lid kunnen de woorden "in alinea 1 vermelde" vervallen.

Artikel 19.

Ook volgens de bevoegde ambtenaar kan dit artikel vervallen.

Artikel 20.

Paragraaf 1 zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Als bepalingen betreffende de verjaring in burgerlijke zaken of belastingzaken gelden die welke van kracht zijn in de Staat waar de verzoekende autoriteit gevestigd is".

.../...

Artikel 22.

Dit artikel moet beginnen met "De niet invorderbare kosten ...". De gemachtigde ambtenaar heeft erop gewezen dat de woorden "niet invorderbare" in de pen zijn gebleven.

Ook dient het woord "Belgische" te worden ingevoegd tussen "aangezochte" en "autoriteit".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraaden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

M. VERSCHELDEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. E. FALMAGNE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. FALMAGNE, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. MASQUELIN.